

Communiqué de presse

Eau potable et pesticides: le Conseil fédéral déclenche une bagarre stérile

Zurich, le 15 juin 2018 – Biovision regrette la décision aujourd'hui du Conseil fédéral de renoncer à un contre-projet indirect à l'initiative sur l'eau potable. Notre gouvernement rate l'occasion de rejoindre les vœux pressants de la population pour une agriculture écologique et sans pesticides. Biovision veillera, malgré cette décision, à accélérer le nécessaire changement de cap vers une agriculture écologique en Suisse.

Biovision est déçu par la décision d'aujourd'hui par le Conseil fédéral de ne pas soumettre de contre-projet à l'initiative populaire «pour une eau potable et des aliments sains - pas de subventions pour les pesticides et l'utilisation prophylactique des antibiotiques». La récolte rapide de signatures pour cette initiative, ainsi que la forte couverture médiatique, démontrent pourtant que cette thématique préoccupe vivement la population.

Ainsi, le Conseil fédéral a ignoré son propre rapport intitulé «Bases naturelles de la vie et efficacité des ressources dans la production agricole» (en réponse au postulat 13.4284 de Kathrin Bertschy déposé le 13 décembre 2013). On pouvait y lire: « Le risque environnemental des pesticides doit encore être réduit. L'objectif n'est pas atteint.» Le Conseil fédéral prend le risque d'une bataille politique épuisante. Il aurait pu au contraire amener des solutions constructives pour combler la défiance croissante entre l'agriculture et la population.

Cette décision est significative sur un autre plan: la semaine dernière, le Conseil national a rejeté la vue d'ensemble du Conseil fédéral sur la politique agricole 2022+. De toute évidence, un accord a été concocté entre l'Union suisse des paysans, le PDC, l'UDC, une partie des Commissions de l'économie et des redevances (CER) et le Conseil fédéral: l'initiative sur l'eau potable sera rapidement soumise au peuple sans contre-projet et ces acteurs travailleront ensemble pour obtenir un "non". Un tel résultat serait alors un blanc-seing pour maintenir le manque d'action écologique à son niveau actuel. Ce serait aussi un levier dans les négociations sur la future politique agricole après 2022. La stratégie de mesures, proposée aujourd'hui par le Conseil fédéral, n'y changera pas beaucoup.

Biovision, de son côté, estime que les deux décisions mentionnées marquent un coup d'arrêt dans les efforts pour un système alimentaire durable et une orientation de notre agriculture en cohérence avec l'Agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable. Pourtant, ces décisions regrettables ne sauraient servir d'excuse pour esquiver les obligations constitutionnelles existantes comme l'article 104a sur la sécurité alimentaire, ou des réglementations comme les Objectifs environnementaux pour l'agriculture (OEA). Tout cela doit être mis en œuvre rapidement et systématiquement comme prévu.

Pour plus d'informations:

Michael Bergöö, directeur du programme Suisse
Tél: +41 78 687 74 17 E-mail: m.bergoo@biovision.ch

Biovision - Fondation pour un développement écologique, www.biovision.ch

Depuis 20 ans, Biovision favorise le développement, la propagation et l'application de méthodes agro-écologiques durables qui aident les habitant/es des pays du Sud à s'aider eux-mêmes. Dans ce sens, l'approche holistique joue un rôle central: les gens, de même que les animaux, les plantes et l'environnement doivent être en en bonne santé dans tous les projets. En Suisse, Biovision s'engage dans différents réseaux pour mettre en œuvre chez nous aussi les Objectifs de développement durable des Nations Unies (Agenda 2030).

En 2013, le Prix Nobel alternatif a été décerné à la Fondation Biovision, ainsi qu'à son fondateur Hans Rudolf Herren, l'un des principaux experts mondiaux de l'agriculture durable.